

Chapitre II. Le portable : une clé genrée de l'accès à la communauté adolescente

Sigolène Couchot-Schiex

DANS **SAVOIR ET FORMATION** 2020, PAGES 53 À 83
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISBN 9782343212067
DOI 10.3917/har.couch.2020.01.0053

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/jeunesse-genre-et-violences-2-0--9782343212067-page-53.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHAPITRE II

Le portable : une clé genrée de l'accès à la communauté adolescente

Sigolène COUCHOT-SCHIEUX

Mais que font-ils sur leurs portables ? Beaucoup aimeraient comprendre dans quel monde s'absorbent les adolescent·es lors de leurs fréquentes consultations de leur petit écran. Comment en arrivent-ils à communiquer sans interruption et peut-être sans précaution ? La « génération girafe » ainsi nommée par Chatelain (cité par Taziaux, 2013, p. 22) parce que toujours en alerte, surveillant avec inquiétude son environnement, est-elle particulièrement sous l'influence de ces nouveaux modes relationnels ainsi que les adultes la présentent souvent ? Cette génération mérite-t-elle que l'on parle d'elle comme étant cruelle voire haineuse, comme on peut le lire dans les commentaires de certains journaux ou réseaux sociaux, invitée par le fonctionnement des nouveaux moyens technologiques de communication (NTIC) à se construire dans un rapport à l'autre déshumanisé ?

Qu'en disent les jeunes eux-mêmes ?

Chercheuse : « Ça fait quoi, si on n'a plus son portable ? »

Classe de 4^e, Jamal : C'est la galère, si tu n'as pas ton portable.

Chercheuse : C'est-à-dire, « c'est la galère » ?

Jamal : C'est-à-dire que les jeunes de maintenant, on est tous sur nos téléphones. »

Dans le même temps, qu'en disent les adultes des établissements scolaires ?

Surveillant : « Quand on a des conflits dans l'enceinte du collège, assez fréquemment la racine de ce conflit est sur internet. C'est un monde qui est prépondérant chez eux, et pas que chez eux, finalement. Quand on

voit toutes les études, c'est vrai que dans une grande tranche d'âge, ce monde virtuel, tous les réseaux sociaux, que ce soit Facebook, Snapchat, Instagram, Twitter, etc., ils sont très actifs là-dessus. Ça compte énormément pour eux. »

On peut dès lors s'interroger : cette génération est-elle tellement irresponsable que les individus qui la composent ne se préoccupent aucunement des conséquences de leurs communications outrancières ou malsaines ? Depuis quelques années, les médias relatent des faits inquiétants à propos des relations qu'entretiennent les adolescent·es sur les réseaux sociaux : des commentaires iraient jusqu'à pousser certains d'entre eux au suicide, plus fréquemment des filles. Sans nul doute, des cyberviolences émaillent les relations adolescentes à l'instar de celles que les adultes peuvent également produire lors de leurs propres échanges sur les réseaux sociaux. Alors qu'est-ce qui amène les adultes à dépeindre les adolescent·es d'aujourd'hui avec ces traits négatifs ?

Chercheuse : « Vous avez des cas de harcèlement, ici ? Filles/Filles, Garçons/Garçons ?

Infirmière : Mélangé, les deux, il y a de tout. Ce n'est pas toujours fille/garçon, ça peut-être un groupe de filles. Ils se mettent en groupe aussi pour cibler une personne et la faire craquer. »

L'enquête menée dans des établissements scolaires en région francilienne ⁹ a permis de mesurer l'importance de la construction collective du phénomène de cyberharcèlement et ses représentations partagées par les adultes et par les adolescent·es. Cette construction collective peut être effrayante : les jeunes interrogés envisagent le suicide comme presque unique échappatoire dont disposerait une fille victime de cyberviolences à caractère sexiste et sexuel. C'est la réponse la plus réitérée à la présentation du scénario de Manon qui prend la pose pour son selfie, scénario utilisé pour amorcer la discussion dans les entretiens collectifs. Cette construction des représentations mérite que l'on tente de mieux saisir le détail et

⁹ Pour la présentation de l'enquête, se reporter au chapitre introductif du présent ouvrage.

la complexité des pratiques de communication adolescente. Une meilleure compréhension de ce phénomène qualifié de « nouveau » constitue un enjeu notoire aux niveaux sociétal, éducatif et politique. Phénomène appartenant à l'imagerie collective en cours d'élaboration, ses effets dans le processus de socialisation adolescente résolument genrée sont particulièrement à interroger. Ce faisant, il s'agit de considérer, dans le même temps, les caractéristiques de ces pratiques de communication en usage chez les adolescent·es et les pratiques de la socialisation sexuée. Elle impose à chaque individu selon son sexe, son genre et son orientation sexuelle (sa sexualité) de s'inscrire dans une position de futur adulte qui se doit d'être une femme ou un homme par le travail des normes sexuées, genrées et sexuelles qui conduisent chaque individu à prendre une place préétablie reproduisant l'ordre sexuel du système de genre (Parini, 2006).

Quelles sont les représentations générales sur les réseaux sociaux ? Quelles sont celles des adultes et des élèves de notre échantillon d'enquête en territoire francilien ? Comment ces représentations se situent-elles au regard des enquêtes scientifiques récentes ? Après avoir situé ce phénomène de manière générale et spécifique, nous évoquerons ses mécanismes sous-jacents qui pilotent la socialisation adolescente et les rapports entre filles et garçons y compris à l'école à partir d'une analyse qui repose sur les approches scientifiques des études de genre.

1. Les réseaux sociaux : dans quel monde se plongent les ados ?

Ayant quitté l'enfance, mais encore loin de l'âge adulte, l'adolescence ne se caractérise pas seulement par des comportements changeants, parfois extrêmes sous l'effet d'un déversement hormonal, c'est surtout une période bornée par ces deux âges au cours de laquelle s'effectue une transition sociale au long d'un parcours de socialisation (Galland, 2017). Ce

parcours plonge les adolescent·es dans le groupe des pairs, suggérant l'existence d'une sous-culture propre à ce groupe, qui se caractériserait par deux dimensions majeures : une structuration par l'âge et une maturation par les rôles sexuels tirés du contexte hétéronormatif. Dans ce sens, d'une part, une culture des « jeunes » s'opposerait à celle des « vieux », des adultes, d'autre part, filles et garçons y feraient les apprentissages des rôles sociaux et sexuels différenciés tels qu'ils sont modélisés, dans leur imaginaire, par les adultes. Ainsi, de manière récurrente, les « jeunes » constituent une cible de réprobation sociale. Ils vivent dans un univers qui apparaît opaque, incompréhensible, le plus souvent crédité d'encourager les comportements négatifs voire cruels. Des voyous blousons noirs des années 1980, aux « digital natives » des années 2000, cette catégorie sociale sert de repoussoir à celle qui la précède. Elle est en tous cas fréquemment utilisée pour reconstruire une nouvelle catégorie, la doter de caractéristiques qui lui seraient spécifiques et la distinguerait de la précédente (Dubet, 1995). Ce qui ressort de cette catégorisation, c'est que les « jeunes » sont systématiquement dénigrés par leurs aînés. En plus des qualificatifs dépréciatifs qui leur sont attribués, ceux qui vivent à leur contact sont caractérisés par leur impuissance à faire autorité : les parents sont perçus comme « dépassés » ou absents, les enseignants « ne les comprennent plus », « vivent dans leur monde ». Ces appréciations appliquées aujourd'hui aux adolescents dont le mode relationnel majeur passe par les réseaux sociaux sont réactivées de génération en génération.

1.1 Des médias sous influence, des médias qui influencent

Depuis quelques années, l'usage de masse des outils informatiques de communication apparaît ambivalente dans la description médiatique. Tantôt ces outils sont présentés comme des clés d'accès à la liberté et à la solidarité planétaire ou locale, tantôt comme participant à la construction d'un nouveau mal de société, d'un nouveau fléau social. Il faut reconnaître que l'actualité des années 2010 à 2015 a vu l'émergence du

traitement médiatique des « dangers » des réseaux sociaux. Entre 2011 avec le « printemps arabe » au cours duquel ces réseaux étaient jugés comme libérateurs, démocratiques, ouvrant sur une société solidaire, collective et 2016 où ils sont accusés de nombreux dangers et dénoncés pour leur malfeasance, les réseaux sociaux pourraient avoir basculé dans l'opinion publique et médiatique du côté de « la face noire » énonce une chercheuse (Cousturié, 2013). Ces plateformes de communication sont associées aux comportements de harcèlement qui paraissent se développer dans le cyberspace et sont décrites comme une « vraie plaie sociale dans un grand nombre de pays du monde » (Cousturié, 2013, consultable en ligne¹⁰). Elles seraient les lieux de moqueries, humiliations, insultes qui font des ravages chez les jeunes. Les discours injurieux qui y foisonnent détruiraient les réputations (Levmore & Nussbaum, 2010) plongeant les victimes dans de profondes dépressions pouvant les conduire au suicide. Ces usages se trouvent soudainement fortement médiatisés dans le débat public, en France et dans le monde, pointés comme phénomène social qui inquiète les adultes. Disposant encore de peu d'informations sur le phénomène, des spécialistes, au premier rang desquels les psychologues et les spécialistes des nouvelles technologies sont interrogés dans l'urgence pour apporter leur point de vue et éclairer les citoyens. Cette bascule rapide de l'opinion sociale relève d'une forme de panique morale, tant on peut s'interroger sur la proportionnalité entre les faits et la réaction de certains groupes face à ces pratiques culturelles sommairement jugées comme déviantes ou dangereuses. L'usage de certains termes, comme celui de « lynchage » est souvent utilisé dans les médias, accentuant la dureté des comportements et des usages. La médiatisation à propos de ces outils numériques semble se nourrir d'elle-même, certains articles reprenant des expressions ou des faits spectaculaires publiés antérieurement sans en citer les sources ni en vérifier le bienfondé. La dimension morale est mise en avant, à la fois dans les articles, et plus encore dans les commentaires laissés

¹⁰ Cousturié, Isabelle (2013). Cousturier-Le cyber-harcèlement / une face noire des réseaux sociaux-2013.pdf

par les internautes ; une morale expéditive condamnant les jeunes et les réseaux. Les pratiques juvéniles sur les réseaux sociaux sont perçues pour le moins comme problématiques et qualifiées de fléau. La mise en avant de l'anonymat et de l'agressivité des pratiques en ligne accentue l'effroi des adultes qui semblent dépourvus face à ce phénomène débridé.

Il faut reconnaître que certains cas placés en Une n'offrent pas le meilleur visage des usages juvéniles des réseaux sociaux. S'il ne faut pas minimiser les cas de cyberharcèlement ni leur impact, en particulier sur les enfants et les adolescent·es, le tableau général des usages et des pratiques sur les réseaux sociaux se veut souvent d'abord spectaculaire :

Triste bond de 24% des suicides aux États-Unis¹¹

C'est «une réelle inquiétude», a ajouté M. Fornari [directeur d'une division psychiatrique pour enfants et adolescents d'un hôpital de New York], qui n'a pas pris part à cette étude. « Je pense que ça peut être l'illustration d'un accès aux réseaux sociaux, à internet, avec du cyberharcèlement, et les jeunes sont exposés à des choses plus tôt qu'ils ne l'étaient par le passé. »

Les cas les plus médiatisés tendraient à prouver que cette qualification est méritée, marquant les représentations collectives par l'usage de termes qui frappent l'imaginaire :

Le cyber-harcèlement entre ados¹²

Chaînes d'insultes via SMS, lynchage sur Facebook, commentaires menaçants sur les blogs... Depuis l'émergence des nouvelles technologies, les rapports entre adolescents témoignent parfois d'une violence hors-norme. Allant dans certains cas jusqu'au cyberharcèlement. Un phénomène qui inquiète les

¹¹ Triste bond de 24% des suicides aux États-Unis, Agence France-Presse, publié le 22 avril 2016, consultable sur : <http://www.tvanouvelles.ca/2016/04/22/triste-bon-de-24-des-suicides-aux-etats-unis>

¹² Le cyber-harcèlement entre ados, Psychologies.com, publié le 18 juin 2013, consultable sur : <http://www.psychologies.com/Famille/Ados/Le-monde-des-ados/Articles-et-Dossiers/Le-cyber-harcèlement-entre-ados>

spécialistes, convaincus que seuls les parents peuvent inverser cette tendance, en accompagnant les enfants dans leurs activités numériques.

Les psychologues sont les premiers à s'être penchés sur ce phénomène décrit par certains comme compromettant la santé des jeunes à tel point que le nom de certaines pathologies procède désormais de la juxtaposition du nom d'un réseau social « Dépression Facebook ». Si l'intérêt et les bienfaits des réseaux sociaux peuvent être reconnus dans un premier temps, les effets néfastes de ce type de communication sont ensuite mis en avant. Le lien entre état dépressif, cyberharcèlement, images intimes ou pornographiques est rapidement établi par les chroniqueurs :

Le harcèlement n'est pas propre aux réseaux sociaux, mais il y trouve un terrain favorable. Les pédiatres américains évoquent également le sexting¹³ : des photos ou des vidéos intimes circulent sur les sites ou par téléphone portable sans que l'accord de la personne concernée, et souvent sans que ceux qui reçoivent ces images ne l'aient voulu.

Les jeunes sont qualifiés d'imprudents et le manque de surveillance des parents est systématiquement pointé. Les jeunes possèderaient un compte Facebook avant même d'atteindre l'âge requis et se connecteraient sans l'accord de ces derniers. Le manque de vigilance des adultes et la fréquence de connexions qualifiée d'addictive seraient préjudiciables à leur santé. Dès lors, enfants et parents ouvrent la porte aux incivilités, aux pratiques dangereuses, au cyberharcèlement et par voie de conséquence extrême à l'issue fatale du suicide. Faut-il céder au pessimisme ambiant ? Faut-il prendre les mesures indispensables pour assurer la sécurité des adolescent·es, y compris contre leur gré ? Eteindre son portable est une solution souvent énoncée. N'est-elle pas le reflet de l'impuissance adulte ?

¹³ Sexting : anglicisme pour texto à caractère sexuel.

1.2 Des représentations qui s'invitent dans les établissements scolaires

Ces représentations négatives émergent dans les établissements scolaires. Notre enquête sociologique en a apporté des traces en nombre, aussi bien du côté des adultes que des élèves.

Les professionnel·les rencontré·es appuient leurs propos sur les énoncés médiatiques :

Infirmière : « Et c'est vrai que c'est un réel problème, moi je trouve que la destruction que l'on peut avoir par rapport à une personne, maintenant avec ces nouvelles technologies, elles sont beaucoup plus grandes que dans la génération précédente, parce que c'est non-stop. Ils sont connectés tout le temps, à toute heure du jour et des fois de la nuit. Ça ne s'arrête pas. »

Les témoignages reposent sur des arguments largement partagés et diffusés :

Chercheuse : « Et dans le cadre de votre fonction, avez-vous perçu des allusions ou des conflits en lien avec les usages numériques chez les élèves ?

Infirmière: Ah oui, tout à fait. Des insultes, du harcèlement sur les réseaux sociaux qui vont jusqu'à inciter à se suicider. Déjà en élémentaire. Ces deux dernières années, on sent vraiment que le harcèlement prend racine, déjà en CM1, CM2. Alors qu'ils ne sont pas censés, par exemple, avoir des comptes Facebook... Mais quand même dans la réalité, ça se passe et que tout ce qui est harcèlement, dénigrement, insultes, c'est déjà bien là ancré en CM1/CM2. »

L'influence médiatique pénètre également les représentations des élèves. Lors des entretiens collectifs, certains groupes évoquent les aspects néfastes des réseaux sociaux. Dans leurs discussions, les propos rapportés sont parfois embrouillés, approximatifs ; la frontière entre réel et imaginaire semble confuse y compris de la part d'élèves plus âgés (15-16 ans) :

Classe de 5^e, Dany : « Oui, ça peut aller plus loin,

comme il a dit, au suicide, et qu'on va la harceler. À force de l'insulter, elle va devenir dépressive, après elle va se suicider. ».

Ou encore :

Classe de 2^{de}, Farid : « Déjà, je lui dis : « Ne te suicide même pas ». Premier truc que je vais lui dire.

Chercheuse : Pourquoi vous dites : « Ne te suicide même pas » ?

Farid : Parce que les jeunes, ils peuvent trop se suicider.

Naïma : Ouais, il y a une fille, elle s'est suicidée pour ça.

Chercheuse : Comment ça ?

Naïma: Il y a une fille, elle s'est suicidée par rapport à un truc comme ça.

Chercheuse : Quelqu'un que vous connaissez ?

Naïma: Non, c'est passé à la télé et tout ça.

Juliana : Ouais, non, mais s'est passé partout, je crois. Moi je l'avais vu sur Twitter.

Naïma : En plus elle avait notre âge.

Arthur : Ouais, en plus elle était gentille.

Naïma : La personne, elle l'a mise sur Facebook, tout le monde l'a vu, tout le monde. »

Que le propos provienne d'adultes ou d'élèves, les faits rapportés de cas de suicide médiatisés, sans dénier leur réelle existence, ont tous en commun des approximations imbriquant le réel et le virtuel. Mettant en scène des victimes adolescentes, ils activent la sensibilité et l'empathie des collégien·nes, fournissent des situations sur lesquelles porter une évaluation, un jugement par rapprochement d'avec leurs propres pratiques.

Classe de 4^e, Nathan : « Comme par exemple, il y avait une fille qui avait 16 ans, elle était amoureuse d'un garçon, et le garçon a dit : « Viens, on fait hum hum ». Après, ils ont fait et il a filmé et il a diffusé sur les réseaux sociaux. Après, ses frères, sa mère, son père, ils l'ont su. Elle s'est suicidée.

Chercheuse : Ça, c'est une histoire locale ou c'est quelque chose que vous avez entendu à la télé ?

Nathan : C'est local et c'est ce qu'on a entendu dire à

la télévision.

Chercheuse : La vidéo, on lui avait demandé pour la filmer ? Elle était d'accord ?

Nathan : Elle ne savait pas.

Tina : Non, mais parce qu'en fait ce n'était pas elle, à la fin, parce qu'elle avait les mêmes cheveux bouclés, et lui il a dit que c'était elle, jusqu'à ce qu'elle se suicide. Après, ils sont allés le dire à la mère qu'en fait ce n'était pas elle.

Nathan : En plus, elle disait : « Non, ce n'est pas moi », sauf que personne ne la croyait. Elle s'est suicidée et le garçon a dit : « Non, en fait, ce n'était pas elle, je vous ai menti », et tout.

Chercheuse : Autour d'elle, il y a des gens qui l'ont aidée ou pas ?

Tina : Non, personne. Elle était seule, sans ami et tout. »

Les représentations sur les adolescent·es de la « génération girafe » sont nourries par des clichés médiatiques qui s'étendent à l'ensemble de la société. Dans les établissements, la prévalence du cyberharcèlement est un vrai sujet de préoccupation des adultes dans lequel domine l'idée d'un phénomène d'ampleur qui s'autoalimente par le fonctionnement même des réseaux :

Cheffe d'établissement : « Les réseaux sociaux sont des amplificateurs. Il y a toujours eu des histoires. La guerre des boutons, ça a toujours existé, mais avec Facebook, ça prend tout de suite une autre dimension. Au lieu que ce soit 7 gamins qui sont concernés, il y en a 35. »

Ce fonctionnement impose la prise de conscience d'un double phénomène d'exclusion des adultes, d'abord parce qu'il passe par des supports qu'ils pratiquent peu, parfois maîtrisent mal, d'autre part, parce qu'il concerne une communication destinée aux pairs de l'entre-soi adolescent :

CPE : « Oui, et puis c'est très codifié. Alors déjà pour réussir à comprendre ce qu'ils se disent, il faut lire à voix haute. C'est du langage SMS donc c'est compliqué, et puis ils ont leur code, des expressions

de la rue, de leur quartier, qui sont pas forcément les mêmes, enfin ça va très vite d'une génération à l'autre ça change, mais c'est le langage qu'ils utilisent tous les jours. »

Mais aussi :

Enseignante : « (...) leur Facebook par exemple, on ne sait pas ce qu'ils font en fait, honnêtement. On n'est pas, moi je ne me sens pas assez initiée sur les risques d'internet. (...) je suis d'une vieille génération. Maintenant, je sais que Facebook existe : j'ai du mal à supposer qu'un élève dans un milieu scolaire puisse rentrer internet dans l'établissement, mais de manière, comment dire ? Dans ses sites limites. J'ai dû mal à imaginer cela parce que, quand même, on est derrière eux, on est sans arrêt à surveiller donc à part leur Facebook, c'est peut-être la seule chose qu'ils vont oser aller chercher. »

Pour les personnels des établissements scolaires, les répercussions liées à la détention et aux usages des smartphones dépassent le rôle, les missions premières et traditionnelles :

CPE : « Ça reflète le débat qu'il peut y avoir en société. Il y a des gens qui sont pour et qui trouvent qu'aujourd'hui tout le monde est dans cet usage. Nos élèves aussi et, peut-être même plus. Mais ce qu'il faut, c'est de l'éducation comme dans tout : les éduquer à utiliser ces appareils numériques. Des professeurs disent : « au contraire l'école n'est pas un lieu où l'on peut utiliser ces appareils. C'est un lieu où cela doit être cadrant, avec des règles et on est là pour travailler ! ». Il y a vraiment deux discours qui pourraient vraiment se retrouver dans des débats de société. »

En 2015-2016, les règlements intérieurs des établissements varient au sujet de la détention et de l'usage de ces outils. Certains en limitent le temps ou l'accès, d'autres les interdisent formellement :

Enseignante : « Le téléphone portable et son interdiction : c'est écrit ! Il y a même des professeurs qui demandent à ce que le téléphone soit déposé

maintenant au début du cours sur le bureau. Pour ne pas qu'ils consultent leur mail, qu'ils aillent sur Facebook, qu'ils envoient des messages et qu'ils répondent au téléphone pendant le cours, etc. C'est l'engin le plus compliqué à gérer parce qu'il est sous la table, parce qu'on ne le voit pas toujours. (...) On a vingt-quatre élèves à surveiller en même temps. Donc, c'est plus dangereux sur les téléphones portables. »

À l'écoute des propos des élèves de l'établissement concerné, il n'est pas certain que l'interdiction, même formalisée, soit strictement respectée. Les représentations des professionnel·les les amènent à reporter l'accompagnement des usages et des pratiques sur les familles. Puisqu'elles pourvoient l'enfant de ces équipements, la prévention relèverait de leur responsabilité. Seulement, les smartphones transitent entre la maison et l'école et y sont utilisés de bien des manières. Les professionnel·les peuvent-ils vraiment les ignorer ou les condamner ?

Quelques repères tirés de la littérature scientifique incitent à tempérer et nuancer ces propos généralistes.

1.3. Comment ce phénomène est-il décrit par les scientifiques ?

Dès 2012, Olweus attirait l'attention sur le décalage entre le tapage médiatique qui entoure les cyberviolences et leur réalité. Le phénomène étant récent, la collecte des données scientifiques est encre plutôt faible, même si des recherches de plus en plus nombreuses viennent alimenter ce champ d'études. Cette actualisation permet de caractériser plus précisément ce que sont réellement les cyberviolences. Quel est l'état des connaissances scientifiques ? Que disent les scientifiques de la prévalence du phénomène ? Comment sont établies les données ?

Si les médias n'hésitent pas à communiquer sur des taux de prévalence extrêmes des cyberviolences, le monde scientifique est plus prudent. Ce domaine souffre encore de certaines lacunes relevant à la fois de ses aspects théoriques et définitionnels et de ses aspects empiriques. Il demeure

indispensable de mieux définir de quoi on parle quand on emploie le terme de cyberviolences et de trouver des moyens scientifiquement adéquats, partagés et validés par la communauté scientifique pour apporter des données visant à démontrer, mieux comprendre ce qui relève de ce type de violence.

D'un point de vue définitionnel, les chercheurs divergent de manière significative dans leur définition du cyberharcèlement et des spécificités de son contexte. Par contre, il est désormais largement admis que deux critères ont une place essentielle pour caractériser le phénomène : celui de l'intention et celui du déséquilibre du pouvoir entre les protagonistes (Menesini, Nocentin & Palladino, 2016). La question de « l'intention de faire du mal » est une caractéristique importante de tous les actes d'agression et du harcèlement en relation avec les effets produits sur la victime. Sans « l'intention de faire du mal » le comportement peut être interprété comme une blague parfois un peu lourde. Les adolescents de l'étude menée par Menesini et ses collègues en 2012, sur la perception de la définition des cyberviolences, ont classé l'intentionnalité comme critère le plus important pour les définir (Menesini et *al.* 2012). Les psychologues ont interrogé la pertinence de la prise en compte de l'intentionnalité selon les deux points de vue : celui de l'agresseur ou agresseuse, et celui de la victime. Si on se place du côté de l'agresseur ou agresseuse, la question de la prise de conscience de l'acte réalisé est importante. Si on se place du côté de la victime, les conséquences directes perçues et les conséquences psychologiques sont majeures. Dans ce cas, la perception de l'attaque par la victime peut être proche et partiellement confondue avec l'autre critère important, celui du déséquilibre du pouvoir. En réalité, la perception de l'intention de l'agresseur ou de l'agresseuse et les difficultés personnelles à réagir peuvent provoquer une perception croissante d'impuissance chez la victime. Il n'est jamais facile de déterminer si quelqu'un est impuissant dans une relation dont le contexte est le cyberspace puisque les protagonistes ne sont pas en coprésence et interagissent *via* une interface qui les met en relation directe alors que le temps et l'espace les séparent. Il est donc important de se référer à la définition initiale du

déséquilibre du pouvoir tel qu'il est envisagé dans les situations qui adviennent en face-à-face : le déséquilibre du pouvoir cause un sentiment d'impuissance pour la victime et rend difficile la possibilité de se défendre (Olweus, 1993 ; Smith & Brain, 2000). Ce critère n'est pas altéré par le cyber contexte, puisque le cyberharcèlement, comme le harcèlement traditionnel met la victime dans une position dans laquelle il ou elle ne peut pas se défendre. Ce qui est différent dans le cyberspace est la manière dont la victime perd la capacité à se défendre. Si dans le contexte de face-à-face, c'est une conséquence de la force physique, sociale ou psychologique de l'agresseur ou de l'agresseuse, dans le cyberspace, ce déséquilibre est principalement imputable à des menaces psychologiques et à des attaques qui sont (le plus souvent) rendues publiques pour les autres, visibles pour la communauté. C'est pourquoi la victime peut éprouver une telle perception de solitude et d'impact social. Cette perception est amplifiée par l'exposition publique subie par la victime : le nombre de commentaires, de partages, de visualisations, de « j'aime » [« like »]. Le déséquilibre du pouvoir est, en effet, un critère essentiel de la définition des cyberviolences. Le critère de publicité, par l'ampleur de l'audience, le nombre de vues et les commentaires, contribue à la sévérité de la situation renforçant le sentiment de douleur et d'exclusion éprouvé par la victime. De honte aussi car elle perd la face publiquement sans pouvoir prétendre à une quelconque défense, une éventuelle riposte devant l'auditoire des pairs. Sauf à répliquer par post interposé, s'engageant dans la voie d'une escalade haineuse.

Bien évidemment ces discussions définitionnelles ont une influence sur la nature des données empiriques collectées. À l'heure actuelle, les scientifiques ont mis au point des instruments de mesure qui varient amplement. Cette variabilité est aussi accrue par l'évolution rapide des NTIC et de leurs usages. Par exemple, les fonctionnalités des derniers smartphones, les dernières applications ou encore les derniers réseaux sociaux à la mode chez les adolescents n'ont pas de référent antérieur dans le cadre des enquêtes menées. Chaque nouvel outil de mesure est donc pertinent pour faire un état des lieux à un moment *t*, mais ne permet guère d'établir des

comparaisons avec les mesures antérieures. Les variations proviennent aussi des pays dans lesquels sont réalisées les enquêtes, de l'âge de l'échantillon, du cadre temporel de référence du relevé de victimation. Cette dernière variable est importante. On trouve à ce sujet la plus grande amplitude dans le libellé des items des questionnaires allant de « au cours de la dernière semaine / du dernier mois/ depuis 3 mois » à « au cours de la vie » ! Il est certain que ces différences de repères temporels contribuent à une importante variance des données obtenues.

Par contre, ce que montrent toutes les données empiriques, c'est le chevauchement important des violences en face-à-face et des cyberviolences. Dès lors, un cliché peut tomber : les cyberviolences ordinaires ne sont pas le fait de prédateurs inconnus, mais proviennent du cercle proche des personnes que l'on fréquente. Pour ce qui concerne plus précisément notre enquête, le plus souvent, il s'agit d'amis du collège et en particulier, de camarades de classe. Cette situation accentue le manque d'échappatoire de la victime qui se trouve en permanence sous le regard de ses agresseurs et agresseuses. Elle donne également un indice important en matière de prévention. Quelle que soit la teneur du règlement intérieur de l'établissement, les répercussions liées aux usages des smartphones concernent bien tous les personnels des établissements scolaires, y compris les enseignant·es. Car comment un·e élève victime peut-il ou elle s'intéresser aux apprentissages scolaires dans un cadre qui lui est préjudiciable, momentanément ou à plus long terme ? Différentes études ont démontré les effets négatifs des brimades par les pairs sur l'engagement scolaire des victimes, faisant chuter les notes, affaiblissant la participation en classe, ou le plaisir d'être à l'école (Galand, Dernoncourt & Mirzabekiantz, 2009).

Ainsi, sans dénier l'importance du phénomène et sa gravité au regard des préjudices réels subis par les victimes, on peut soutenir que les cyberviolences ne correspondent pas à la présentation médiatique qui en est faite, d'un accroissement important et d'une généralisation à l'extrême de ce phénomène. Le plus préoccupant, en la matière est l'imbrication entre violences voire harcèlement en face-à-face et cyberviolences ou

cyberharcèlement. C'est aussi le plus difficile à saisir tant d'un point de vue scientifique que par l'observation spontanée, car une large part du phénomène échappe à la visibilité directe et tangible puisqu'elle passe par une réalité numérique, individuelle, s'établissant dans un espace privé/public. Il convient donc d'intégrer la problématique des cyberviolences dans celle plus large des violences ordinaires, en face-à-face, étant donné les fortes relations avec les critères de l'intention de faire du mal et le déséquilibre du pouvoir. Toutefois, l'anonymat des agresseurs et agresseuses ou leur publicité, et la viralité des communications doivent être des critères intégrés aux fondements de la réflexion pour appréhender le contexte spécifique du phénomène de cyberviolence.

En France, en 2014, la Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance (DEPP) publiait un état des lieux des cyberviolences chez les jeunes dans les établissements scolaires et concluait son rapport en mettant en évidence un taux de cyberviolences alarmant puisque 18% des élèves déclaraient avoir été victimes d'au moins une violence par internet ou SMS. Ce taux chute à 4,5% pour des déclarations d'au moins trois violences subies par internet ou SMS. Les cyberviolences recensées relèvent d'une variabilité des qualifications de violence, le plus souvent de type micro-violences : moquerie, surnom méchant, insulte, humiliation, publication de photos dérangeantes ou films « méchants », *happy slapping*¹⁴.

La documentation statistique de la DEPP produit un état des lieux indispensable, mais explique peu le phénomène. Un résultat paraît prédominant : les cyberviolences touchent davantage les filles que les garçons, en particulier les filles de 12 à 15 ans (classes de 5^e à 3^e). Cependant, ce résultat en reste au stade du constat, nulle analyse n'en est proposée.

¹⁴ Happy slapping : anglicisme signifiant une situation d'agression ou d'humiliation filmée et publiée dans le but de dénigrer la personne.

1.4 Enquête sur les cyberviolences à caractère sexiste et sexuel : quelques résultats marquants et une proposition d'analyse par les études de genre

L'originalité de notre étude consiste dans l'approche utilisée, développée dans l'introduction, pour mieux comprendre et expliquer les mécanismes conduisant à cette différenciation sexuée.

Premièrement, commençons par un résultat positif, rassurant pour les équipes qui œuvrent dans les établissements scolaires : 94,7% des élèves disent se sentir « bien » ou « très bien » dans l'établissement, Benjamin Moignard a pointé ce résultat et les enjeux de sa construction dans le chapitre précédent. Sur l'ensemble de l'enquête, les comparaisons statistiques montrent une faible différenciation sociale (pas de différence statistique entre les établissements) et une faible différence entre les niveaux de classe, ce qui va dans le sens d'une confirmation des précédentes enquêtes françaises (Blaya, 2013 ; DEPP, 2014).

Les taux de cybervictimisation rapportés sont légèrement inférieurs à ceux obtenus par la DEPP, mais toujours significatifs, par exemple 16% des élèves rapportent une moquerie en ligne et 11% avoir fait l'objet d'une rumeur, sans que l'on connaisse le bornage temporel proposé aux élèves.

Nos résultats confirment également que le taux de prévalence global des cyberviolences est inférieur à celui des violences commises dans l'établissement. Les cyberviolences apparaissent donc comme surmédiatisées par rapport aux violences déclarées de même nature en présentiel.

Deuxièmement, les résultats de notre enquête amplifient la différenciation sexuée et mettent l'accent sur les violences et cyberviolences à caractère sexiste et sexuel :

- ✓ 10 filles et 3 garçons sont victimes de violences à caractère sexiste et sexuel dans chaque classe.
- ✓ 3 filles et 2 garçons sont victimes de cyberviolences à caractère sexiste et sexuel dans chaque classe.

Pourtant 9 élèves sur 10 estiment que les relations entre filles et garçons sont bonnes, ce qui amène à s'interroger sur ce décalage entre la perception relationnelle et la révélation des victimations.

Troisièmement, le recours à l'adulte quand le ou la jeune est confronté·e à ce type de situation est faible, quel que soit l'adulte envisagé : parents, ami·e, fratrie, professionnel·les de l'établissement scolaire, mais moins encore pour ces derniers.

✓ 1 élève sur 4 ne sollicitera pas l'aide des adultes.

Ce résultat mérite une attention particulière et ne doit pas être interprété hâtivement¹⁵.

Les données de l'étude ont permis de dessiner les grandes lignes d'un mécanisme que nous avons qualifié de cybersexisme, entendu comme une extension du sexisme au contexte numérique.

L'approche des études de genre permet d'explorer ce qui paraît aller de soi et de mieux comprendre ce qui aboutit à une perception partagée : « les relations entre filles et garçons sont bonnes ». Cette approche interroge les mécanismes cachés, sous-jacents et permet de révéler comment se fabrique un ordre social sexué qui entretient la dynamique de notre système social relationnel.

Cet ordre social se réfère à une vision complémentaire des sexes, incluant une norme d'hétérosexualité, qui a pour effet leur hiérarchisation. Elle place les individus en position de soumission ou de domination dans un rapport social de pouvoir qui s'exerce tacitement. Cette vision de complémentarité s'inscrit dans un rapport social situé et contextualisé qui fait système. Tout individu s'y trouve, de fait, impliqué sans le vouloir, sommé de définir, dès le début de sa vie, son appartenance exclusive à l'une des catégories de sexe et d'apprendre à le démontrer dans une grande variété de situations sociales en contexte mixte ou non mixte.

Ces attentes sociales limitent la diversité humaine aux binômes être femelle / être mâle (au niveau du sexe biologique), masculin/féminin (au niveau du genre) et hétérosexuel/homosexuel (au niveau de la sexualité). Chacun des termes de ces binômes étant supposé exclusif de l'autre terme (et opposé à lui), contraignant à une logique binaire. Les attentes sociales sont complémentaires, elles assignent aux

¹⁵ Goémé P., Pettier J.-C. & Couchot-Schiex S. consacrent leur chapitre à l'analyse de ce résultat.

personnes des rôles sociaux distincts tout d'abord en fonction de leur sexe d'état civil. Finalement, elles présument d'une rigidité dans les rapports entre sexe, genre et désir sexuel. Ainsi, il est socialement attendu que les personnes déclarées sous l'état civil du sexe féminin adoptent un genre, une expression de genre et des rôles sociaux traditionnellement féminins (Couchot-Schiex, 2017a), et qu'elles développent un désir hétérosexuel qui les conduira à la maternité. Ce système valorise cette forme de « normalité » sociale associée à la correspondance subséquente entre sexe biologique, genre et sexualité.

Ces mécanismes sont régulés par des processus collectivement acceptés et mis en œuvre sans que l'on en ait conscience le plus souvent. Empruntant des voies peu spectaculaires, la police du genre (Dorlin, 2003) est un instrument de contrôle social qui produit divers types de violences, en particulier sur les registres du sexisme et de l'homophobie (Couchot-Schiex, Moignard & Richard, 2016). Ce contrôle social des positions de genre s'active de manière imparable dans les situations sociales, maintenant l'ordre de genre. Le sexisme ou l'homophobie servent de « régulateurs » des comportements sociaux, c'est-à-dire qu'ils servent à maintenir les individus dans les places sociales qui leur sont assignées dans le système social de genre. Sexisme et homophobie peuvent revêtir différentes formes : de la forme plus bénigne qui est celle de l'humour à des formes aggravées de violences constituant des délits ou des crimes et tombant sous le coup de la loi. Au bout du compte, l'effet socialement recherché est le maintien d'une partition sociale qui s'appuie sur la trilogie sexe, genre, sexualité (Dorlin, 2008 ; Fassin, 2009 ; Ramirez, 2012 ; Dayer, 2014) et sur les rôles sociaux sexués qui en découlent.

2. Les cyberviolences à caractère sexiste et sexuel : un passage obligé de la socialisation adolescente ?

Dès leur naissance, les actuel·les adolescent·es ont été branché·es sur le numérique, le plus souvent par leurs parents eux-mêmes, s'installant dans une dynamique de socialisation qui se construit en intégrant des pratiques de sociabilité à la fois directe et médiatisée par le numérique (Balleys, 2015, p. 12). Ces deux espaces relationnels fonctionnent en complète interrelation, comme des vases communicants s'alimentant l'un l'autre. Le cyberspace en tant qu'espace numérique n'est finalement qu'une extension de l'espace en face-à-face, un espace social augmenté qui relève d'une seule et même dynamique de socialisation, interactive, fluide, multidimensionnelle. Les adolescent·es interagissent à la fois en face-à-face *et* par le numérique pour tisser leurs liens relationnels (Balleys, 2015, p. 13). Cette double modalité contemporaine de la socialisation adolescente emprunte à la fois à la socialisation en face-à-face et à la socialisation numérique. Si cette dernière est bien partie intégrante de la dynamique globale de socialisation, elle n'en possède pas moins des spécificités propres aux pratiques du numérique qu'il convient de prendre en considération. Cette dynamique n'est guère comparable à celle des adultes. A l'inverse des adultes qui ont intégré progressivement les pratiques numériques à leurs pratiques relationnelles, les adolescent·es utilisent simultanément ces moyens. Tout autant que les relations en face-à-face, les pratiques qu'ils et elles y inventent participent de leur construction culturelle collective et de leur accès à l'autonomie au regard des autres (les adultes). Les pratiques sociales sur les réseaux font partie intégrante d'un avenir social dans lequel les jeunes sont pleinement actifs et le resteront. Il est donc vain d'espérer faire machine arrière ou de tenter de limiter, de contenir ces pratiques. Les jeunes ne sont pas si naïfs, ils connaissent les risques liés à la sociabilité digitale selon les résultats de notre enquête :

- ✓ 45,8% des filles et 29,3% des garçons déclarent utiliser leur smartphone « tout le temps »
- ✓ 49,5% des filles et 34,4% des garçons estiment courir « un peu » de risques.

Il n'en reste pas moins qu'il est positif et indispensable de les accompagner dans ces pratiques, non pas tant du point de vue technologique et sécuritaire, mais du point de vue moral et social. L'important est de les aider à prendre conscience de leurs actions et de leurs enjeux, et à mesurer les conséquences de celles-ci vis-à-vis de soi-même et des autres. Rien de nouveau à cela, il s'agit d'une banale éducation citoyenne revêtue des habits neufs des NTIC. Autrefois on apprenait que l'on ne pouvait pas sortir mal vêtu.e dans la rue par souci du qu'en-dira-t-on, aujourd'hui il faut apprendre que l'on ne peut pas poster n'importe quoi dans le cyberspace. Par ces nouvelles technologies, ils élaborent et inventent leur identité physique, numérique et sociale. Dans leur rôle protecteur et éducateur, le devoir des adultes est de les accompagner à développer leur créativité pour accéder à une autonomie sereine, responsable de soi et des autres.

2.1. Normes de genre et contrôle de soi : le rôle des pairs

Si l'on intègre cette bi-dimensionnalité de l'espace de socialisation, on peut estimer que la fréquentation d'un établissement scolaire constitue le lieu le plus favorable à son développement. On peut considérer l'établissement scolaire et plus encore la classe comme le creuset et le ferment de la fabrication des rôles sociaux sexués (Couchot-Schiex & Dagorn de Goëtisolo, 2013), un lieu privilégié de leur apprentissage et de leur expérience. En effet, filles et garçons s'y côtoient dans un espace restreint, délimité, au cours de temps longs, répétés. Ces conditions spatiales, temporelles et sociales favorisent le développement d'expérimentations d'une sexualité adolescente en plein développement et exploration. L'exercice des relations amoureuses y est offert au jugement des pairs et soumis à leur contrôle (Couchot-Schiex, 2017b), selon des normes sociales collectivement définies et admises dans un cadre hétéronormatif

sur la base de la trilogie sexe, genre sexualité, matrice des expériences de socialisation.

Si filles et garçons sont concernés par ces mécanismes sous-jacents, il faut reconnaître que les filles vivent une expérience plus défavorable que celle des garçons du point de vue des pressions sociales de genre. D'après notre enquête :

- ✓ 29% des filles et 16% des garçons rapportent avoir déjà vécu au moins une fois:
 - retirer un vêtement sans consentement
 - subir des attouchements sexuels
 - faire des gestes sexuels sous la contrainte
 - subir des actes sexuels sans consentement

Les filles sont plus souvent soumises au contrôle des pairs (filles comme garçons) qui mettent en œuvre une véritable police du genre leur imposant de se conformer aux normes sociales d'une féminité hétérosexuelle. Et dans le même temps, elles sont soumises à davantage de pressions sexuelles de la part des garçons.

- ✓ 20,6% des filles et 13% des garçons rapportent des insultes ou moqueries sur leur apparence physique en ligne ou sur les réseaux.
- ✓ 17% des filles et 11% des garçons rapportent avoir reçu au moins un texto porno ou une photo ou une vidéo porno.

Ces résultats n'étonnent guère les professionnel·les qui en témoignent :

Infirmière : « Alors au collège, c'est plus des déviances du style, je me filme nu, on me demande de me mettre nu, je le fais.

Chercheuse : Des garçons, des filles ?

Infirmière : Plutôt des filles, en tout cas, pour ce que j'en ai connaissance et de jeunes à accompagner, c'est plus des filles qui se mettent nues à la demande des garçons.

Chercheuse : Et elles donnent leur consentement ?

Infirmière: Je pense, qu'elles sont souvent prises dans un processus qu'elles ne maîtrisent plus. C'est-à-dire, qu'elles vont sur des sites de rencontres où elles « tchattent » avec des personnes qu'elles connaissent.

Souvent dans la recherche d'avoir un échange, mais pas forcément un échange sexuel. Si ce n'est qu'à un moment donné, ça leur est demandé et elles n'arrivent pas à dire non. Donc, elles sont prises dans un engrenage et elles font. Il y a peut-être des cas de garçons, qui le font, en tous cas, moi, je n'en ai pas eu connaissance. »

L'attention aux relations amoureuses (Balleys, 2015 ; Clair, 2008), aux échanges entre filles et garçons qui s'élaborent dans le cadre hétéronormatif permet de percevoir le mécanisme de la socialisation genrée à l'œuvre (Couchot-Schiex et *al.*, 2016) et de le décrire. Par exemple, l'apprentissage des comportements sexués différenciés tels qu'attendus : pour les garçons il faut montrer, le plus tôt possible, que l'on n'est pas gay et que l'on a déjà une expérience sexuelle ; pour les filles ne pas paraître coincée ni trop sexy : une voie étroite pour garder une réputation pure, mais attractive.

Ces démonstrations passent notamment par la mise en scène de soi sur les réseaux sociaux :

Classe de 3^e, Erika : « Quand un garçon met une photo de lui, torse nu, les filles vont forcément commenter en disant : « Tu es trop beau ». Alors que quand c'est une fille qui met une photo d'elle soit en débardeur soit en maillot de bain, ils vont dire : “regardez comme elle fait sa pute celle-là”. »

L'enjeu commun est le gain de popularité qui se mesure au nombre de vues de son dernier post et au nombre de « like ». Chercher à impressionner, à émouvoir, à susciter les commentaires est un paramètre intégré à la mise en scène de soi comportant une prise de risque évaluée.

Classe de 5^e, Issem : « Je pense que c'est plutôt pour impressionner ses amis, au départ. Pour impressionner ses amis.

Chercheuse: Pour impressionner ses amis. Et alors, à votre avis, justement être populaire, il y a des avantages, des inconvénients. Est-ce qu'on reste populaire quand on subit des commentaires ou des choses comme ça ? Qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné on peut être populaire, et à quel moment on ne

l'est plus ?

Soledad: Par exemple, le garçon, il va aimer la photo et d'autres, par exemple, comme leurs copines, elles vont... Je ne sais pas comment expliquer. Par exemple, elles vont dire à Manon que ce n'est pas bien de poster une photo comme ça et on peut se parler. Que les garçons, ça va plus les attirer... je crois. »

Dans une autre classe d'un autre établissement :

Classe de 4^e, Aminata : « Peut-être qu'elle a fait la photo, parce que, comme les gens, ils lui disent qu'elle est... Comme elle n'est pas connue, elle ne connaît pas beaucoup de gens, elle a voulu faire cette photo pour que les garçons la remarquent. Mais après, elle fait ce qu'elle veut. Elle fait des photos si elle veut, comme ça si elle veut, mais elle les envoie à quelqu'un si elle veut, mais les gens à qui elle les envoie, ils n'ont pas à la partager. Si elle les a envoyées à eux, ça veut dire qu'elle leur fait confiance. Après, s'ils l'affichent, genre ils la mettent dans le collège, ça va être aussi... Ceux qui l'ont mis dans le collège vont être virés aussi. Parce qu'elle, elle fait des photos comme elle veut. »

Un faux pas, une mise en scène jugée trop audacieuse, et la popularité vire à la réputation, de manière parfois brutale, sur un jugement basé sur des faits réels ou suspectés :

Chercheur : « « La réputation qui peut baisser », tu peux expliquer ce que tu veux dire ?

Classe de 4^e, Leïla : Dans le sens qu'on avait plein d'amis et d'un coup, c'est bizarre, nos amis nous lâchent à cause d'une rumeur à la con. »

La rumeur est contagieuse.

2.2 Les filles à réputation

D'une manière générale la « mauvaise réputation » qui marque les adolescents dans leur ensemble, les estime incapables de sentiments et de compassion, voire de solidarité. Cette mauvaise réputation se joue de manière sexuée ; la dureté

et le machisme des garçons étant mis en avant tandis que les filles sont stigmatisées pour leur conduite irrespectueuse des normes sociales : elles fumeraient plus, boiraient plus d'alcool, se comporteraient mal dans le registre sexuel.

Classe de 3^e, Ben : « Si tu montres tes formes, tout le monde va le voir.

Chercheur : Dans la photo, elle ne montre pas vraiment ses formes, juste un petit peu. Elle montre ses épaules à peine.

Ben : Bah, elle montre sa vraie nature, c'est tout. Elle fait exprès de se montrer comme ça...

(Brouhaha)

Félix : Ouais, mais elle est trop bête.

Chercheur : Pourquoi elle est trop bête ?

Nidhal : Elle aussi, on lui demande d'envoyer sa photo et elle l'envoie. »

La réputation des filles est un mécanisme qui participe de la construction des identités de genre. Elle découle de la binarité des positions qui se hiérarchisent dans ces situations de rapports sociaux de sexe dans lesquelles les garçons vont exercer leur domination. Pour les filles « avoir une réputation » ne se comprend qu'en lien avec un comportement à connotation sexuelle : celle qui « a une réputation » est assignée comme fille facile, autrement dit avec leurs mots « une pute », « une chienne ». « La mauvaise réputation joue un rôle de rappel à l'ordre pour l'ensemble du groupe des filles et permet la ségrégation dudit groupe en termes de ressources vertueuses sur le marché amoureux et sexuel local » (Clair, 2008, p. 20). La peur d'acquiescer cette réputation tout autant que le fait d'y être déjà assignée permet de comprendre la portée des paroles des filles et des garçons recueillies lors des entretiens collectifs.

Groupe de filles de 2^{de}, Emma : « Des fois, on va éviter de traîner avec certaines personnes parce qu'elles ont une certaine réputation.

Chercheur : Ça passe comment, cette histoire de réputation ?

Aïcha : Après, il y a ses potes. Il y en a qui s'éloignent de la fille, il y a des gens qui disent ce qu'elle a fait...

Dora : Mais les gens ils déforment après (...)

Julie : En plus, une fille qui dit à ses copines : « J'ai eu un rapport avec ce gars-là », ses potes, elles vont la rejeter, alors qu'un garçon qui va dire : « J'ai baisé elle, j'ai baisé elle, j'ai baisé elle » entre potes, c'est normal, alors que pour eux, une fille qui fait ça, c'est une pute. (...)

Linda : Il peut y avoir des menaces, par exemple : "Si tu ne fais pas ce qu'on te dit, j'irai voir tes parents, ton frère". »

Les enjeux de popularité génèrent une dynamique différenciée pour les filles et pour les garçons, particulièrement sexiste : elles acquièrent une réputation qu'elles résistent ou pas à cette pression sexuelle.

Les garçons qui contrôlent et imposent leur domination aux filles sont valorisés. Des preuves de cette domination sont faciles à collecter grâce aux outils numériques, constituant de véritables « dossiers », des collections. Ce dont les filles ne sont pas dupes :

Chercheuse : « J'aimerais comprendre pourquoi il arrive que des garçons diffusent des photos intimes que leur ont fait parvenir des filles ?

Groupe de filles de 5^e, Brenda : Ils veulent juste montrer : « Ouais, regardez, il y a des filles qui m'envoient des photos, je suis aimé ». Ils veulent juste faire ça.

Jade : En fait, je crois que ça les amuse. Ils croient qu'il y a quelque chose à gagner.

Juana : Ils veulent montrer que les meufs, elles leur courent après : « Je te veux ! ».

Chercheuse : Qu'ils sont populaires ? On peut dire ça ?

Jade : Ouais, qu'ils sont populaires, qu'ils ont toutes les filles ! »

C'est dans cet environnement, en tenant compte de l'importance des liens qui se tissent entre pairs, dans des rapports sociaux se rapportant aux cadres imposés par la trilogie sexe, genre, sexualité, que l'on doit appréhender le scénario problématique d'une jeune fille qui envoie une photo intime à son petit ami. Cette preuve absolue de confiance et d'amour

peut aujourd'hui échapper au huis clos de la sphère privée et basculer dans la sphère grand public. Il en est ainsi : une photo intime ne reste plus dans la poche, le portefeuille ou le médaillon de son destinataire initial. Réalisée en deux secondes, adressée en un clic, comme preuve d'amour, elle peut immédiatement et irrémédiablement être transférée à toute la planète (Balleys, 2015, p. 14), inondant les réseaux sociaux. Ces photos permettent éventuellement au garçon de faire pression sur la fille en cas de rupture en publiant des images intimes dans un esprit de vengeance [*revenge porn*].

Le contrôle des garçons sur les filles n'est pas toujours aussi direct et malveillant, il peut passer par une attitude protectrice qui préfigure le paternalisme, c'est par exemple la figure du grand frère qui se place dans une position hiérarchiquement définie et située : celle d'ainé, celle de frère, celle de garçon.

Chercheur : « Il n'y a pas eu d'embrouille avec le téléphone ? »

Classe de 5^e, Assad : Non. Moi, sur le téléphone de ma petite sœur, je fais une douane chaque soir.

Chercheur : Quoi ?

Assad : Je fais la douane.

Chercheur : C'est vous qui le faites sur le téléphone de votre petite sœur ?

Assad : Oui parce que, d'un coup, elle ne le sait pas et « bim ». Par exemple, on est dehors, on marche, elle ne sait pas, elle envoie un message. Elle l'envoie à qui ? « Bim », je prends et je regarde.

Chercheur : Et vous le faites encore ?

Assad : Oui, toute sa vie. »

Le grand frère comme l'ensemble du groupe social veille à la moralité et à la justesse de genre de la place occupée par les membres de son groupe (Couchot-Schiex, 2017b)

(...) (suite)

Chercheur : « Pourquoi ?

Assad : Parce que je n'ai pas envie que ma petite sœur ce soit une ... une pute. Et qu'elle fasse des trucs bizarres, parce que si on se fout d'elle, on va se foutre de moi aussi.

(Rire plus brouhaha)

Brice : Il y a la réputation aussi.

Chercheur : La réputation de la famille ?

Flore : Ouais, grave. Par exemple, la petite sœur, elle va voir son frère qui va être avec ses copains, et la petite va flasher sur un pote à son frère. S'ils sortent ensemble, son frère va l'apprendre, il va faire : « Mais quelle réputation tu me fais, tu sors avec mon pote ! ». C'est trop grave pour lui. »

Le « grand frère » peut être le rang effectif dans la fratrie, mais il n'est aussi qu'une métonymie de l'ensemble du groupe de pairs, du groupe familial ou local (Clair, 2008, p. 34). Il endosse le rôle de garant de la moralité tout court et encore plus de la moralité sexuelle féminine dès l'entrée au collège. Le contrôle peut prendre différentes formes identifiées que les NTIC peuvent accentuer : surveillance constante (en face-à-face et sur les réseaux), violences et humiliations publiques (affichage et publicité facilités sur les réseaux), interrogatoires et interdictions (autocensure et censure sur les réseaux) procédant du sexisme et du cybersexisme.

3. Intégrer les mécanismes de genre dans l'analyse des situations de violences et cyberviolences dans l'espace scolaire.

Les épisodes de violences et cyberviolences qui émaillent les relations entre adolescent·es sont à lire en intégrant les mécanismes du sexisme et de ses variantes, le cybersexisme et l'homophobie. Si, se rapportant à la définition donnée par Blaya (2013, p. 33) les cyberviolences se caractérisent par l'usage des différents outils de connexion en ligne ou par téléphone mobile dans le but d'insulter, harceler, humilier, répandre des rumeurs, ostraciser, exercer une coercition externe sur un individu qui ne peut pas facilement se défendre seul ou qui subit une domination, le cybersexisme ajoute à ces faits qui font violence aux individus (insultes, harcèlement, humiliation, rumeurs, ostracisme, exercice d'une coercition) la réitération des normes

de genre ciblant distinctement garçons et filles pour positionner et maintenir chacune et chacun à la « place » qui lui est assignée dans le système de genre (Couchot-Schiex et *al.*, 2016, p. 57).

Le cybersexisme ne renvoie pas prioritairement à un problème des outils numériques, mais bien à une problématique des relations sociales sexuées qui se jouent, comme le sexisme auquel il renvoie, de manière particulière et originale dans ce contexte, à la fois en face-à-face et dans le cyberspace.

Dans les situations de cybersexisme, l'enjeu de repérage est double : il faut d'abord identifier des signaux fugaces et ténus qui passent par le numérique ou l'espace physique en face-à-face, *et* comprendre en quoi et comment ces violences sont sexistes.

Pour les adultes et les personnels des établissements scolaires confrontés à ces situations, la déconstruction du mécanisme genré des violences et des cyberviolences ne va pas de soi.

CPE : « C'était surtout sur..., c'était encore sur le fait de filles qui, par exemple, se filment ou envoient des photos aux uns et aux autres, et c'est sur le fait que, quelque part, c'est pas le public qui réagit qui est méchant et sexiste, c'est plutôt ces personnes-là qui ont pas..., qui sont un peu bêtes, en même temps, elles cherchent le bâton pour se faire battre. Et ils avaient des difficultés à aller plus loin, à dire, 'en même temps, tout le monde peut faire une erreur, maintenant avec les réseaux sociaux ça prend des ampleurs... Et la bêtise des gens est-ce que c'est pas plutôt celle de ceux qui amplifient le phénomène, etc. ?'. Ils avaient du mal à... Mais, en même temps, c'était des 4e, ils ont 13 ans, c'est pas... »

Il est indispensable de ne pas assigner les filles à une position de victime qui renforcerait leur soumission dans les rapports de pouvoir hétérosexistes, mais de leur donner les moyens d'identifier comment la succession des pressions à caractère sexiste et sexuel conduit aux faits et aux actes qui construisent leur expérience sociale et marque leur identité.

Il faut le réaffirmer : non, les violences et les cyberviolences sexistes et sexuelles ne doivent pas être considérées comme des pratiques normales ou banales de socialisation et des rapports sociaux de sexe, ni un passage obligé de l'apprentissage des relations entre jeunes (Mercader et *al.*, 2016). Ces expériences sont préjudiciables en particulier parce qu'elles enferment les filles dans une position d'acceptation de la soumission et d'auto-culpabilité qu'elles intègrent sur le long terme, de même qu'elles y enferment d'autres jeunes de la diversité sexuelle¹⁶.

Les recherches sur les formations d'enseignants à l'égalité entre les femmes et les hommes ont montré la difficulté de dépasser les constats à partir des situations expérimentées pour intégrer une analyse issue de l'approche de genre. Elles montrent les résistances à la transformation des pratiques professionnelles. La poursuite et l'élargissement de ces formations à tous les personnels constitueront des facteurs clés pour un accompagnement des jeunes mieux éclairé et orienté vers la prévention.

C'est dans cet environnement social que les jeunes vivent aujourd'hui, environnement qu'ils portent intrinsèquement à leur arrivée à la porte du collège ou du lycée. C'est là qu'ils et elles font leur entrée dans la vie sociale liée à la sexualisation des individus, filles et garçons, et à l'entrée dans la sexualité.

Pour les accompagner, les protéger, trouver une attitude faite de confiance et de respect est essentiel en évitant toute culpabilisation de principe, notamment envers les jeunes filles qui se retrouvent en situation difficile. Cette posture est aussi à négocier, à situer entre la famille, le personnel éducatif, la ou le jeune quel que soit son rôle et sa position : victime, agresseur/agresseuse ou encore agresseur/agresseuse-victime.

Pour terminer, il ne faut pas oublier que les jeunes (voire les très jeunes) disposent d'outils extrêmement performants qui échappent par bien des aspects à leur contrôle. Le plus souvent ce sont les familles qui leur permettent d'en disposer. Ce sont les créateurs d'applications et de logiciels qui rendent les usages si accessibles et intuitifs, rapides et attractifs. N'oublions pas de faire entrer dans une analyse qui se voudrait plus

¹⁶ Sur ce sujet voir le chapitre suivant proposé par Gabrielle Richard.

globale, les enjeux politiques et économiques liés à ces outils. Ces enjeux outrepassent largement les questions strictement communicationnelles et sociales appréhendées dans ce chapitre, ils campent un véritable problème public (Berger, Céfai & Gayet-Viaud, 2011), un problème dans lequel la question de qui a le pouvoir de faire quoi sur qui est toujours centrale.